ATTESTATION D'EMPLOYEUR DESTINÉE À Pôle emploi

A remplir par l'employeur et à délivrer au salarié avec son dernier bulletin de paie (Art. R. 1234-9 du C. du T.).



ATTENTION, cette attestation doit être transmise par le salarié à Pôle emploi :

- s'il s'inscrit comme demandeur d'emploi, en la joignant à la demande d'allocations d'assurance chômage ;
- s'il est déjà inscrit, dans les 72 h de sa délivrance.

Attestation éditée automatiquement par Pôle emploi le 02/10/2020 16:52. N° d'ordre 4134

Logiciel utilisé : Sage Paie - Norme - version V01X13

1. l'employeur	
LE TERRAIN PARIS 6 BIS ALLEE VERTE	
PARIS 75011 PARIS	
Téléphone : Statut juridique : N° SIRET : 48955562300011	Code APE/NAF : 7320Z
N° d'affiliation et nom de l'organisme ayant recouvré les cotis N° Nom	ations d'assurance chômage (URSSAF, CMSA, CCVRP,) :
Nombre total de salariés dans l'entreprise au 31.12 écoulé : Nombre total de salariés dans l'établissement au 31.12 écoulé	ne rien inscrire dans ce cadre
	Adhésion au régime particulier pour les apprentis du secteur public veur ayant adhéré à titre irrévocable du salarié : stagiaire titulaire non titulaire
2. le salarié	
☐ M ^{me} ▼ M	
Nom de famille (nom de naissance) : BENCHOUBANE	
Nom d'usage (nom d'épouse, etc.) : Prénom (s) : LYES	
Adresse: 5 ALLEE GEORGES SAND	
Code postal : [9 4 3 7 0]	
NIR (n° de Sécurité sociale) : [1 0 0 1 2 9 4 0 6 9 0 8 9 Date de naissance : [1 8 1 2 2 0 0 0] Lieu de nais	sance: SAINT MAURICE
■ Ressortissant français* ■ Ressortissant UE* ■ Ressortissant	
Niveau de qualification*: employé administratif d'entreprise, de commerce, agent de voir notice	
	antaiva du calquié
3. régimes de retraite compléme Cochez la ou les cases concernées	entaire du saiarie
	Autros (préginaz)
AGIRC ARRCO	Autres (précisez):
☐ IRCANTEC	
☐ CRPN ☐ CNBF (Pour les cadres ou assimilés affiliés à l'AGIR(
I VIVI (Pour les cadres ou assimilée affiliée à l'ACIDA	C et à l'ARRCO, les deux institutions doivent être renseignées).

Les données à caractère personnel collectées dans ce formulaire sont destinées à l'étude des droits des salariés à l'allocation d'aide au retour à l'emploi. Elles sont mises à disposition dans le dossier dématérialisé concernant le salarié, dénommé DUDE. Elles sont communiquées à d'autres organismes de protection sociale ou concourant à son reclassement.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent auprès de Pôle Emploi. Le droit d'opposition ne s'applique pas à la collecte de ces données.

Unédic - DAJ 1240 -03/18 - men art work Tous droits rése

1001294069089, BENCHOUBANE LYES

4. empioi)———————————————————————————————————	
Durée d'emploi salarié :	du [1 1] [0 4] [2 0 1 9] au [1 3] [0 4] [2 0 1 9]
Date de fin initiale du CDD : Dernier emploi tenu : Enquêteur Vacataire	Damin line de trougil e
Ancienneté dans l'entreprise :	
Date d'engagement de la procédure de licenciement ou de no	
ou de signature de la convention de rupture conventionnelle :	
Préavis : effectué :	
non effectué payé : non payé :	du au au au au au
• En cas d'affiliation à un régime spécial de sécurité sociale, inc	
 Le salarié relève-t-il du régime local d'Alsace Moselle ? Catégorie d'emploi particulier :intérimaire intermittent employé de maison assistante maternelle salarié en portage salarial autre : (précisez) 	
• Horaire de travail : (en heures) - salarié au forfait ☐ oui ☒ non - dans l'entreprise suite à un accord, une convention collectiv - du salarié : - motif en cas de différence : ☒ travail à temps partiel ☐ autre motif : ☐ (précisez)	hebdomadaire mensuel annuel ve : ouou ou ou
• Nature du contrat : contrat à durée indéterminée con	trat à durée déterminée
Contrat de type particulier :	
emploi d'avenir autre :	orécisez)
Périodes de suspension du contrat de travail :	
Congé sabbatique	du au au
Congé sans solde et assimilé	du au
Période de disponibilité des trois fonctions publiques	6 du au
Statut particulier: gérant administrateur/PDG/DG Mbre du Cons. de surveillance Pdt d'une association autre: (précisez)	Mbre d'un GIE Associé/actionnaire
5. motif de la rupture du contrat	de travail
	34 in de période d'essai à l'initiative
ou liquidation judiciaire 12 licenciement suite à fermeture définitive	de l'employeur 35
de l'établissement	du salarié
14 licenciement pour motif économique 15 licenciement pour fin de chantier ou d'opération	36 rupture anticipée d'un contrat à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage
20 Ilicenciement pour autre motif,	à l'initiative de l'employeur
-	37 rupture anticipée d'un contrat à durée
25 autre rupture pour raison économique	déterminée ou d'un contrat d'apprentissage à l'initiative du salarié
(Art. L. 1233-3 dernier alinéa du C. du T.) 31 fin de contrat à durée déterminée	38 🔲 mise à la retraite par l'employeur
32 🔲 fin de mission d'intérim	39 départ à la retraite à l'initiative du salarié 59 démission <i>(motif) :</i>
81 In de contrat d'apprentissage	59 démission <i>(motif)</i> :
50 La rupture anticipée du CDD pour inaptitude constatée par le médecin du travail	rupture conventionnelle collective
95 🔲 rupture anticipée du CDD pour faute grave	rupture amiable dans le cadre d'un congé de mobilité rupture dans le cadre d'un accord de performance collective
82 résiliation judiciaire du contrat 83 rupture pour force majeure ou fait du prince	licenciement du collaborateur parlementaire
9.4 Trunture d'un commun accord d'un contrat	(Art. 18 et 19 de la loi n° 2017-1339 du 15 septembre 2017) autre motif : (précisez) :
à durée déterminée ou d'un contrat d'apprentissage	

1001294069089, BENCHOUBANE LYES

6.1 salaires des 12 mois civils complets précédant

le dernier jour travaillé et payé

Portez dans ces cadres les salaires correspondant aux 12 mois civils précédant le demier jour travaillé et payé. (Ex : demier jour travaillé et payé : le 25/11/2017, indiquez les salaires du 01/11/2016 au 31/10/2017).

		11/		-	
<i>l Jernier</i>	jour travail	ľÀ	na	V/P	•
Derrie	joui auvun	ľ	ρu	y C	•

1 3 0 4 2 0 1 9

Période de paie du au 1	Date de paie	Temps de travail payé (précisez en heures ou en jours)	Nb de jours ou d'heures (préci- sez) n'ayant pas été intégralement payés 4	Salaire mensuel brut soumis à contributions d'assurance chômage 5	Montant du précompte Assurance chômage (part salariale)	Observations En cas de variation significative des salaires, indiquez-en le motif
·	_		'	J	Ü	,

6.2 primes et indemnités de périodicité différente

des salaires, non mentionnées dans le cadre 6.1

ATTENTION : les indemnités de départ ou compensatrices de congés payés doivent figurer dans la rubrique 6.3.

Primes ou indemnités à périodicité liées à l'activité du salarié

Nature des primes ou indemnités (13º mois, prime de vacances).	Période couverte par l'indemnité ou la prime du au		Date de paiement	Montant soumis aux contributions d'assurance chômage	

Primes ou indemnités exceptionnelles liées à l'activité du salarié

Nature des primes ou indemnités (prime de transfert, prime de bilan).	Date de paiement	Montant soumis aux contributions d'assurance chômage

POUR S'INSCRIRE OU SE RÉINSCRIRE COMME DEMANDEUR D'EMPLOI,
LE SALARIÉE EFFECTUE SA DEMANDE D'INSCRIPTION PAR VOIE ÉLECTRONIQUE

www.pole-emploi.fr_- candidat - m'inscrire / me réinscrire.

1001294069089, BENCHOUBANE LYES

6.3 sommes versées à l'occasion de la rupture (solde de tout compte)

Pério	ode	Date	Temps de travail	Salaire mensuel	Montant du précompte Assurance chômage
du	au	de paiement	payé (précisez en heures ou en jours)	brut soumis à contributions d'assurance chômage	Assurance chômage (part salariale)
11/04/2019	13/04/2019	13/05/2019	16.65 Heure(s)	167.15	
demnité comp	ensatrice		indemnité con	nnensatrice	
préavis .		LELIDI	de congés pay	ė́s	47.001.5
ontant :		EUR	Wioritarit .		17.38 E
					professionnelle? 🔲 oui 🗵
					oles [
tal des somme	s ou indemnit	és légales, conv		ilibre de jours ouvrai)les
ı transactionn	elles inhérent	es à la rupture		L	6.69 EUR
	ondant aux inde	mnités légales (voi	ir notice) :		6.69 EUR
nt indemnités :			□ spé	ciale de licenciement	
légale de licenc	ciement				nt
(Art. L. 1234-9 du	C. du T.)			L. 1235-15 du C. du T.,	
minimale de ru	pture convention	nnelle _ L	due	aux journalistes	
(Art. L. 1237-13 d Montant correspondent	du C. du I.) andant à celui de l'	indemnité légale de l	<i>licenciement)</i> 🔲 léga	le de clientèle	
			L lega	ile due au personnel	
		ninée			ile
de fin de missio	on			sée à l'apprenti en ap	plication de ı C. du T
de départ à la r	etraite				re
					s
			_		
					EUR
Montant corresp	ondant aux inde	mnités transaction	nelles (transaction) :		EUR
Une transaction e	est-elle en cour	s? 🔲 oui*	× non		
'Si d'autres sommes s	sont versées après l	l'établissement de cett	te attestation, vous devez	z les déclarer à Pôle emplo	i.
_					
7. avance	e du régi	me de ga	rantie des	salaires	
n cas de redresse	ment ou de liqu	uidation judiciaire	, une avance de l'A0	GS:	
t-elle été perçue	? 🔲 oui	Pour quelles créa	inces :		
. ,		NA- etc.			
st-elle à percevoir	? 🔲 oui	Pour quelles créa	inces:		
	non	Motif:			
3. auther	ntificatio	on par l'ei	mployeur		
soussigné(e), (n			(prénor	n): Anne	
			(6.0.101	,	
gissant en qualité Lebet d'entropris		octour	comptable		mandataira liquidataur
chef d'entrepris		ecteur ef du personnel			mandataire liquidateur autre :
gérant			_		(précisez)
rtifie que les ren	seignements in	diqués sur la prés	sente attestation so	nt exacts et, notamm	ent, le motif de la rupture
				ée déterminée ou fin d'ac	
				iomologation de la co	onvention de la part de la
	ecneant, de rei	fus de l'inspection	ı du travail.	Oct.	ala Handuanui
PARIS		le	3 0 0 4 2 0 7	Cachet	de l'entreprise
Cianoturo					
Signature ——					
Signature		Personne à joindre c	oncernant cette attestati	on:	
Signature		Personne à joindre c Marle Anne	oncernant cette attestati	on :	
_ Signature		Marle Anne	oncernant cette attestati		